

attac 92

vous invite à sa prochaine

réunion-débat

publique, gratuite et conviviale

à Montrouge



attac

Drogues et toxicomanies : quelle politique ?

Réunion-débat avec Philippe Adrien journaliste et médecin

Tout se passe aujourd'hui comme si, en France, le débat public et politique sur les drogues était devenu impossible.

Les drogues constituent à l'évidence un problème social. Elles font peur, inquiètent, et légitiment par là même les discours et les dispositifs les plus durs.

Pourtant, fumer un joint dans la rue, avaler une pilule d'ecstasy lors d'une soirée, prendre de la cocaïne en diverses occasions, voilà des conduites répandues aujourd'hui dans tous les milieux sociaux.

Sans doute les drogues peuvent être dangereuses, en particulier parmi les adolescents, comme les accidents de la route, les tentatives de suicide, les actes de violence, mais aussi les contaminations par VIH nous le montrent.

Cependant, c'est le cas de toutes les drogues, **alcool et tabac compris**. Et n'est-il pas réducteur de considérer simplement les consommations de produits modificateurs des états de conscience en termes de dangerosité (des substances, des usages, des incitateurs), sans prendre en compte le fait qu'elles sont des supports de sociabilité, sources de plaisirs, d'échanges et d'expérimentations ?

Comment sortir de cette schizophrénie collective ? Car elle produit des effets de blocage, là où il faudrait agir. Il est nécessaire de porter un autre regard sur les drogues, plus pragmatique, mieux informé, plus équipé.

La « guerre à la drogue » est un échec. La lutte antidrogue serait-elle une rhétorique servant de paravent à des intérêts politiques et économiques autrement plus cruciaux ?

Pour l'hebdomadaire britannique *The economist*, qui constate que « la guerre contre les drogues est une catastrophe », puisqu'elle a créé des Etats défailants dans le monde en développement sans parvenir à enrayer la consommation dans les pays riches », « la moins mauvaise des solutions est de légaliser les drogues ». Contrairement aux idées reçues, cela n'entraînerait pas d'augmentation de la consommation. L'action publique serait réorientée vers la réduction des risques et la prévention des abus.

Qu'en pensez-vous ? Venez en discuter

jeudi 2 février à 20h30,

à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge

Attac (Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens)
attacfr@attac.org www.france.attac.org www.local.attac.org/attac92